



Signataires : Natacha Buffet-Desfayes, Jean-Pierre Pasquier, Pierre Conne, Joëlle Fiss, Yvan Zweifel, Pierre Nicollier, Fabienne Monbaron, Darius Azarpey, Véronique Kämpfen, Alexandre de Senarclens, Vincent Subilia, Francine de Planta, Murat-Julian Alder, Thierry Oppikofer, Pascal Uehlinger, Jean-Louis Fazio, Marc Saudan, Christina Meissner, Jean-Marc Guinchard, Marc Falquet, Masha Alimi

Date de dépôt : 24 septembre 2024

Proposition de résolution

Stop au deal et à la consommation de crack dans nos rues

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- les nombreuses pétitions adressées au Grand Conseil et les nombreuses actions menées par les associations des quartiers touchés par le deal et la consommation de crack sur le domaine public pour lutter contre les incivilités qui y sont liées ;
- les nombreux articles de presse relatant l'exaspération et le désespoir des habitants des quartiers touchés par le deal et la consommation de crack sur le domaine public ;
- que les habitants des Pâquis, par exemple, considèrent que les problèmes de sécurité se sont multipliés et intensifiés depuis le début de « l'épidémie de crack »¹ ;
- que les habitants du quartier des Pâquis, par exemple, considèrent que « les plus jeunes en arrivent à « banaliser » la présence d'individus en train de comater, tandis que les plus âgés sont fascinés par le mirage de l'argent facile »² ;

¹ A bout, les Pâquis attendent un « geste fort » des autorités, in : Tribune de Genève, 11 septembre 2024.

² *Id.*

- que les commerçants se plaignent régulièrement des effets délétères de l'insécurité et des incivilités liées au deal et à la consommation de crack sur le domaine public sur leurs affaires ;
- que les politiques de la sécurité et de la santé relèvent principalement des compétences cantonales ;
- que des postes et moyens financiers ont été votés dans le cadre du budget 2024 pour le déploiement rapide d'un plan de lutte contre le crack ;
- que d'autres villes romandes telles que Lausanne sont également confrontées aux mêmes problématiques que celles citées plus haut,

invite le Conseil d'Etat

- à accélérer le déploiement de son plan crack ;
- à renforcer la présence active de la police cantonale pour dissuader, d'une part, les consommateurs de crack de le faire dans l'espace public et pour, d'autre part, lutter contre le deal de drogues ;
- à créer au plus vite l'annexe au local de Quai 9 pour l'accueil des consommatrices et consommateurs de crack ;
- à renforcer les tournées de travailleurs sociaux hors murs et soignants dans les quartiers particulièrement touchés par les incivilités liées au deal et à la consommation de crack dans la rue ;
- à accélérer la délivrance d'autorisations de pose de caméras de vidéosurveillance dans les quartiers les plus durement touchés par le deal et la consommation de crack de rue ;
- à revitaliser le contrat local de sécurité avec la Ville de Genève afin d'intensifier la lutte contre les incivilités liées au deal et à la consommation de crack dans la rue ;
- à accélérer les travaux liés à la refonte de la police de proximité ;
- à coordonner ses efforts avec les cantons romands confrontés aux mêmes problèmes dans leurs centres urbains.

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'explosion de la consommation du crack à Genève depuis 2021 n'a fait qu'intensifier les problèmes existants au sein de certains quartiers déjà connus pour le trafic de stupéfiants, tels que les Pâquis et la gare, la plaine de Plainpalais et le Seujet. L'usage de ce dérivé puissant de la cocaïne se développe à un tel point que le nombre de consommateurs a été multiplié par 4 ces dernières années, conduisant ainsi à l'augmentation de la violence, du nombre de règlements de comptes et des incivilités dans nos rues.

Quand bien même Genève ne se trouve pas en tête des statistiques de la consommation de crack en Suisse, la taille réduite du territoire de notre canton accentue la visibilité et le mélange des usagers de crack à la population, de jour comme de nuit. L'agressivité de ces usagers a même conduit à leur exclusion du Quai 9, pourtant encore ouvert à la consommation d'autres drogues dures.

Les habitants des Pâquis déplorent ainsi la présence jour et nuit de dealers et de consommateurs de crack, en particulier dans les préaux de leurs écoles. Les élèves des Pâquis sont gravement exposés aux incivilités fréquentes et parfois graves, mais également à des actes délictueux. Ces enfants n'ont ainsi plus le droit à l'insouciance de prendre leurs récréations dans une atmosphère paisible et sécurisée.

Les associations du quartier ont lancé un énième appel au secours le 11 septembre dernier dans la Tribune de Genève pour donner suite à l'esclandre provoqué par une toxicomane aux abords du préau de l'école primaire de Pâquis-Centre. Elles attendent ainsi un « geste fort » de nos autorités, lesquelles tardent à mettre en œuvre leur plan crack pourtant promis depuis plusieurs mois par les départements concernés.

Malgré la signature en 2022 d'un nouveau contrat de sécurité entre le canton et la Ville de Genève qui a conduit à l'installation de caméras de vidéosurveillance et le déploiement de nouvelles patrouilles de police, les effets bénéfiques de ces mesures tardent à se déployer. Il est donc aujourd'hui plus nécessaire que jamais que le Conseil d'Etat promulgue son plan crack et ses solutions pour venir à bout de cet enjeu de santé publique.

Compte tenu des explications qui précèdent, nous vous prions, Mesdames et Messieurs les députés, de réserver un bon accueil à cette proposition de résolution.